



Union des forces progressistes

1999 Dandurand, Montréal, H2G 1Y8. Tél : 514-278-9014 sans frais 1-866-278-9014

Communiqué – publication immédiate

Hausse de la TVQ ?

Une autre fiscalité est possible affirme l'UFP

Montréal, le 9 décembre 2002. Obsédée par le déficit zéro, la Ministre des finances du Québec, Mme Pauline Marois, jongle avec l'idée de couper des services et d'augmenter la TVQ. Cette taxe qui, avec la TPS, sont les plus régressives et les plus injustes car elles s'appliquent également sur tous les biens et services visés, quelque soit le revenu. Les familles à faible et moyen revenu sont encore celles qui souffriront le plus d'une telle mesure. Une autre de ces mesures progressistes que nous promet le PQ!

«Évidemment, le manque à recevoir du Québec révélé par la commission Séguin y est pour beaucoup. Mais il ne suffit pas de pointer du doigt le fédéral. Il faut élargir le débat et se rappeler que depuis trente ans la part des contributions des entreprises au trésor public n'a cessé de décliner au détriment d'une très forte hausse des contributions individuelles, de la classe moyenne surtout» de déclarer Pierre Dostie, co-porte-parole de l'UFP. Les recherches de la Chaire d'études socio-économiques ont largement mis en lumière ces vérités, notamment le fait que près de 40% des entreprises québécoises ne paient pas l'équivalent de l'impôt minimal de 20% pourtant en vigueur en Ontario et aux États-Unis. Il est comique de se rappeler aujourd'hui que M. Jacques Parizeau, alors que le PQ faisait un séjour dans l'opposition, promettait l'instauration d'un impôt minimal pour les entreprises. La semaine dernière, la Vérificatrice générale du Canada déclarait qu'elle ignorait de combien de centaines de millions de dollars l'État canadien se prive à cause des paradis fiscaux. Elle révélait d'ailleurs que nombre d'entreprises placent des prêts consentis par l'État dans des paradis fiscaux. Rappelons-nous que le gouvernement du Québec a fait à GM un prêt de 220 millions sur 30 ans pour la rénovation de son usine de Boisbriand aujourd'hui fermée.

Pour Molly Alexander, co-porte parole, une véritable politique fiscale progressiste doit nécessairement inclure une révision à la hausse de la taxation du capital, l'abolition des paradis et échappatoires fiscaux de toutes nature, un impôt davantage progressif (ajouter quelques échelons, on les a réduit de 10 à 3), instaurer un impôt sur les successions comme c'est le cas dans les pays de l'OCDE y compris aux USA et une taxation des biens de luxe. Et pourquoi pas la taxe Tobin sur les transactions financières et boursières? L'Assemblée nationale française en a adopté le principe. «Ce ne sont pas les possibilités qui manquent d'augmenter les revenus de l'État, c'est le courage politique qui fait défaut» de rappeler les porte-paroles de l'UFP. Décidément, le gouvernement péquiste a beau vouloir se doter d'un vernis progressistes, ici, ça ne colle pas !

-30-

Pierre Dostie, V-P et porte-parole, cel : 418-540-3285 pierre.dostie@ufp.qc.ca

Molly Alexander, V-P et porte-parole, cel : 514-502-2228 molly.alexander@ufp.qc.ca